



Pierre Laurent - 15 janvier 2018

Mesdames et Messieurs,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Chers amis, Chers camarades,

Je veux d'abord présenter à chacune et chacun d'entre vous mes meilleurs vœux de bonheur, de réussite et d'épanouissement personnel pour vous, pour vos proches, pour toutes celles et ceux que vous représentez ici.

**Je ne veux pas seulement vous présenter mes vœux de bonheur, je voudrais qu'ensemble ce soir nous clamions haut et fort l'actualité du droit au bonheur pour tous.**

Le rapport sur les inégalités mondiales, publié en décembre, confirme l'envolée spectaculaire et continue des écarts de richesses au profit de 1 % de la population mondiale.

Nous n'acceptons pas ce monde.

Oui, nous formons le vœu, et c'est le sens même de notre combat, du droit au progrès pour chaque être humain, le droit de vivre dignement en choisissant sa vie, le droit au progrès social, écologique, féministe pour toutes et tous, dans notre pays, la France, comme comme sur toute la planète, le droit d'avancer, tous et chacun, dans la solidarité.

Oui, je sais, les temps politiques sont mauvais. Ils ne nous disent pas çà.

Mais je crois que l'époque, elle, nous appelle à cela.

Pourquoi en effet devrions-nous réserver à nos projets de vie individuels les belles utopies qui forment nos vœux en ce mois de janvier ?

Au nom de quelle théorie, de quel raisonnement, de quel empêchement, de quelle raison d'État ?

**Pourquoi donc nos rêves et nos utopies du quotidien ne formeraient-elles pas le grand projet commun d'un droit au progrès pour chaque être humain ?**

Nous vivons l'époque où les révolutions techniques, scientifiques, démographiques, numériques offrent des possibilités inégalées d'épanouissement de toutes les capacités humaines : vivre dignement de son travail, se loger décemment, vivre en bonne santé, faire des projets d'avenir, en décider librement, se former, se cultiver, changer de métier, d'activité, créer, participer à la vie de la cité...

Devenir maître de ses choix, être en capacité de décider, réinventer la politique.

En tous domaines, nous sommes à l'heure des choix pour l'humanité.

Et le choc des visions est partout.

J'entends la parole libérée des femmes contre les violences sexistes qu'on veut aussitôt étouffer.

J'entends la colère du monde face à la bêtise raciste et criminelle de Donald Trump.

J'entends l'arrogance du PDG de Lactalis, 8<sup>ème</sup> fortune française, 116<sup>ème</sup> fortune mondiale, justement le fameux 1 %, à qui il faudrait déjà tout pardonner parce qu'il daigne sortir de son silence.

J'entends l'inhumanité de Gérard Collomb contre les migrants et le manque de considération des associations qui les prennent en charge.

Et je me dis : non, le monde n'appartient pas à ceux qui en détiennent aujourd'hui les clés.

Un nouveau monde frappe à la porte, une nouvelle époque est possible, qu'il s'agit d'écrire ensemble.

\*

Nous voulons la réussite solidaire, pour chacun, pour notre pays, pas la soumission aux « premiers de cordée ».

La modernité d'Emmanuel Macron, c'est la version colorisée des vieux scénarios d'exploitation au service de la finance. Et ça se verra, de plus en plus.

N'est-ce pas, Madame Muriel Pénicaud ?

A qui ferez-vous croire encore longtemps que la rupture conventionnelle collective, cette méthode de licenciement de masse introduite au détour d'un article des ordonnances Macron contre l'avis de tous les syndicats, c'est, je vous cite, la meilleure manière d'éviter « le traumatisme du licenciement » ?

L'avenir du travail, l'or que nous avons chacun entre les mains, vaut bien mieux que ces vieilles sornettes.

**Voilà pourquoi, nous communistes, avons décidé d'entamer l'année 2018 avec la tenue le 3 février prochain à Montreuil d'Etats Généraux du progrès social, auxquels j'ai le plaisir de tous vous convier.**

La grande bataille pour le progrès humain contre la soumission à la finance sera notre fil conducteur de l'année.

D'autres rendez-vous suivront tout au long de 2018 pour construire ce grand combat du progrès humain : les Rencontres Niemeyer, ici même le 26 janvier, pour un droit à la ville à taille humaine et démocratique ; les 3<sup>e</sup> Etats Généraux du numérique les 9 et 10 mars ; nos assises pour l'écologie les 4 et 5 mai ; une Convention nationale pour l'art, la culture et l'éducation populaire les 28 et 29 septembre.

Oui, cinquante ans après 1968, nous proposons de reprendre le chemin de nouvelles audaces sociales et démocratiques contre tous les présupposés idéologiques qui prétendent s'y opposer.

Et dix mois après l'élection d'Emmanuel Macron, dans laquelle, c'est vrai, il a en partie réussi le hold-up sur l'aspiration de notre peuple à faire du

neuf, nous reprenons l'écriture d'une vraie modernité là où les pages que le Président prétendait tourner et qui ne le seront en vérité jamais.

Utopie, nous diront certains.

Je suis sûr du contraire.

Et comme je l'ai dit ici même le 4 novembre en réfléchissant à l'actualité de nouvelles révolutions : « *Le 21<sup>ème</sup> siècle est celui qui posera comme jamais à la planète toute entière la question de la modification en profondeur des rapports sociaux* ».

Cette question que Gwymplaine, le personnage du roman de Victor Hugo « l'Homme qui rit », pose en ces termes à la Chambre des Lords :

*« Mylords, vous êtes en haut. Vous avez le pouvoir, l'opulence, la joie, le soleil immobile à votre zénith, l'autorité sans borne, la jouissance sans partage, l'immense oubli des autres. Mais il y a, au-dessous de vous, quelque chose. Au-dessus peut-être. Mylords, je viens vous apprendre une nouvelle. Le genre humain existe. »*

Alors, nous qui sommes du monde du travail abîmé par la crise et les accidents de la vie, comme l'était le visage de Gwymplaine, nous renouvelons le pari de l'anticipation, de la modernité qui fut celui du manifeste de Marx et Engels.

Et contre ceux qui voudraient habiller de modernisme le maintien et l'extension des privilèges, nous choisissons le parti de la démocratie, c'est-à-dire du pouvoir partagé de tous, le parti du « nouveau monde » qui pousse, émerge, pour en libérer toutes les potentialités et entrer dans une période nouvelle de véritables progrès sociaux.

\*

Vieux rêves éculés hurleront certains.

Alors, parlons simple et clair.

Parlons Lactalis, par exemple.

Avec près de 10 milliards d'euros de fortune, Emmanuel Besnier le PDG, a multiplié par 2,5 cette fortune ces quatre dernières années.

Durant cette période, il a été le champion de l'écrasement du prix du lait

payé aux agriculteurs. Les producteurs de lait sont devenus les otages de Lactalis qui a droit de vie ou de mort sur la filière.

Comment le système capitaliste a-t-il pu mettre dans une telle dépendance nous tous, paysans et consommateurs ?

Le groupe est aujourd'hui au cœur d'une faille de la sécurité alimentaire, avec le scandale du lait infantile contaminé à la salmonelle.

Et il continue à faire preuve de la même arrogance.

Beaucoup de questions se posent : sur les conditions de travail et de production, sur les conditions de la distribution et du retrait des lots contaminés...

Ces questions doivent être posées.

La loi du secret, qui est une marque de fabrique du PDG, doit être brisée.

L'aveu du ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, qui n'a jamais pu rencontrer le PDG même au cœur de la crise du lait, en dit long : les patrons du 1 % se croient tout permis. Ils se prennent pour les maîtres du monde.

**Toutes les questions doivent être posées.**

**Par exemple, combien a-t-on supprimé d'emplois dans les administrations de contrôle de l'État depuis 2012 ? Mille postes supprimés !**

**Ou encore, quel est le montant du chèque d'économies sur son ISF que va toucher Emmanuel Besnier grâce à Emmanuel Macron, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin ?**

**Car Mr Emmanuel Macron, c'est bien ça les premiers de cordée.**

**Il faut faire les liens qu'on nous interdit de faire.**

**La crise Lactalis, c'est la crise d'un système hyper-productiviste visant le profit, toujours plus de profit.**

Et il faut aussi interroger le mode de consommation auquel nous astreint ce système devenu fou.

Car l'affaire Lactalis est le plus bel exemple qu'écologie et social ne font aujourd'hui qu'un.

J'en suis certain, si nous allons au bout de ces questions, comme vient de le demander le député communiste Sébastien Jumel, en réclamant la constitution d'une commission d'enquête, c'est tout un système qui sera mis à nu.

Et c'est un système de pouvoirs qu'il faudra changer, car le pouvoir sur de tels enjeux industriels et alimentaires ne peut pas en démocratie appartenir à une si petite poignée d'actionnaires, vivant dans le secret le plus absolu.

Non, ce monde n'est pas le seul possible, personne ne nous fera admettre cela.

Mettre fin à la prédation de la finance, réinvestir dans le développement des capacités humaines, reconquérir le pouvoir de décider dans l'entreprise et dans la cité, voilà comment nous voulons agir concrètement pour transformer le monde.

Nous voulons que dans chacun de ces domaines les Etats Généraux du progrès social, les quatre ateliers qui en constitueront le menu sur le travail et la protection sociale, sur l'industrie, sur les services publics et sur le logement, fournissent des clés pour l'action.

Des clés et des pistes pour trouver l'argent, car de l'argent, il y en a, à condition de changer de logique de développement, et de décider autrement de son utilisation.

L'évasion et l'optimisation fiscales sont un racket permanent, 80 milliards d'euros pour la seule évasion fiscale évaluée pour notre seul pays.

Nous ne lâcherons pas .

Le groupe communiste au Sénat utilisera sa niche parlementaire le 7 mars prochain pour déposer le projet de loi de résolution pour une COP fiscale des frères Bocquet, déjà adoptée grâce à nos députés à l'Assemblée nationale.

La richesse, elle est dans les entreprises, produite par le travail et soustraite ensuite aux revenus du travail par l'écrasement du pouvoir d'achat salarial.

Le Produit intérieur brut de la France est de 2200 milliards d'euros.

Mais, pour comparaison, la capitalisation boursière du seul CAC 40 a été multipliée par vingt en trente ans, atteignant 1200 milliards d'euros et dégageant 73 milliards d'euros de profit.

Voilà où est l'argent qui manque aux budgets publics, aux salaires, aux cotisations sociales. Les exonérations d'impôts aux entreprises, notamment les plus grandes, CICE, CIR, cadeaux fiscaux... représentent cumulés un manque à gagner équivalent à 25 % du budget de l'État.

**Le cambriolage de la maison France est une affaire qui marche.**

**Que fait la police ?**

Et que fait Bruno le Maire, dont il est de notoriété publique qu'il n'est ni de droite, ni de gauche !

Ni de gauche, merci on savait !

Je le cite : « *nous allons rendre 400 millions d'euros aux 1000 premiers contributeurs de l'ISF* ».

Alors, parlons en de ces 1000 premiers contributeurs !

**Les 10 plus grandes fortunes de France** détiennent 240 milliards d'euros de fortune.

**Les 100 premières fortunes de France**, 439 milliards d'euros.

**C'est-à-dire qu'en France, 100 personnes détiennent autant d'argent à un instant T, que ce qu'1 million de smicards gagneront durant toute leur vie.**

Et c'est la même chose dans le monde entier.

Le 1 % des plus hauts revenus capte à lui seul 27 % de la croissance mondiale, et soit dit au passage, des études montrent

que ce 1 % concentre les plus gros pollueurs de la planète.

Pendant ce temps, la moitié de la population de la planète capte à peine 12 % de la croissance mondiale.

Mais comme ils sont modernes ces gens là, ils nous ressortent un argument nouveau !

*« Certes, la France est riche. Mais les plus fortunés, écrasés par la pression fiscale, fuient la France ».*

C'est vieux comme le capitalisme comme argument, mais soit... vérifions donc.

Allons faire un tour du côté de Neuilly sur Seine :

En 2004, la fortune immobilière s'élevait à 16 milliards d'euros.

En 2016, elle était à hauteur de 32 milliards d'euros.

Un jour, il faudrait organiser un « Safari-club », une visite guidée Neuilly, Place Vendôme, pour voir le paradis des riches, et on verrait qu'il existe bien, ici, sous nos pieds, pas seulement dans les Iles.

Et que fait le gouvernement ?

**Il précarise l'emploi et facilite le licenciement** avec les ordonnances Macron, tapant toujours sur le même clou, ignorant les vraies causes de la crise et de l'inefficacité : le coût du capital.

**Il pique 5 euros par APL dans la poche de ceux qui n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois.** Il demande aux bailleurs sociaux de compenser le désengagement de l'État à hauteur d'1,5 milliard ce qui fera autant d'argent en moins pour les réhabilitations , les constructions neuves et le bien être des locataires.

**Il offre 4,6 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches dans** le budget de l'État 2018. Et il prend autant dans la poche des retraités via la CSG.

Le problème de la France, ce n'est pas son soi-disant déclin ou appauvrissement.

**Le problème de la France, c'est que le travail du grand nombre fait la richesse d'une poignée d'autres**, et que ce gouvernement, pas plus que les autres, ne met plus l'argent où il devrait le mettre pour développer notre pays.

**Entendez le cri des infirmières des hôpitaux et des EPHAD :**

*«Entre ce qu'il faut noter sur l'ordinateur ou le dossier, les protocoles et les procédures administratives, je n'ai plus le temps de faire mon métier de soignante ! »*

*«Dans la réalité, nous avons moins de 5 minutes pour l'aide à la toilette ou l'aide au repas en Ehpad... C'est inhumain ! »*

*«Les contraintes financières modifient profondément notre travail... Nous poussons les familles à reprendre les patient-e-s, quitte à en culpabiliser certain-e-s ! »*

*«Les temps de prévention et d'éducation sanitaire ne sont pas financés... »*

Voilà, Monsieur Macron, la parole venue du «bas de la corde », celle qui vient d'exploser aussi ces derniers jours dans les prisons, et fait souffrir tous les jours de centaines de milliers d'agents dans tous les services publics, à commencer par le plus précieux d'entre eux l'école.

Mais, vous n'en tenez pas compte. Vous poursuivez, vous persévérez même.

Pour reprendre l'exemple de l'hôpital, les regroupements « GHT » vident les établissements de proximité de leur sens.

Le désert sanitaire s'étend. Les zones blanches, ça n'existe pas que dans la téléphonie.

Et quand l'hospitalisation privée prendra le pas, que faudra-t-il faire Mme Buzyn ?

Négocier en contrepartie sonnantes et trébuchantes avec le privé pour qu'il daigne couvrir ces zones blanches ?

**Nos parlementaires Pierre Dharréville, Laurence Cohen, Dominique Watrin sont à pied d'œuvre, et l'hôpital, les EPHAD seront une de nos grandes causes en 2018.**

Le « tout ambulatoire » pourrait conduire à fermer 7 lits sur 10 d'ici 2020 !

Ce que veut la population ce ne sont pas des superstructures hospitalières mais des hôpitaux publics de proximité travaillant en concertation avec les services spécialisés, de recherche et d'enseignement, dans un parcours de soins intégrant une offre publique ambulatoire de centre de santé, des équipes en nombre suffisant et bien formées, investies dans la prise en charge partagée.

Et la modernité ce serait de continuer à sacrifier tout cela ?

« *Au ciel de qui se moque-t-on* » chantait Brassens dans une de ses dernières magnifiques chansons.

\*

**L'investissement dans les nouvelles générations, dans la formation, l'avenir, voilà encore des mots dont Emmanuel Macron aime se gar-  
gariser.**

Et pourtant, ce qui attend les bacheliers en juin 2018 est extrêmement inquiétant. Sous couvert d'une meilleure gestion des flux, le « Plan Étudiants » légalise, renforce et généralise la sélection à l'entrée de l'université.

Selon les projections, le nombre d'étudiants devrait croître de 30 à 40 000 chaque année d'ici 2025 ! Soit l'équivalent d'une ou deux grosses universités supplémentaires par an. C'est une chance !

Car former plus de médecins, d'enseignants, d'ingénieurs, d'agronomes, nous avons besoin, c'est un investissement !  
Oui la formation, la culture, c'est moderne !

Or, le gouvernement Macron poursuit la politique d'assèchement financier entreprise par les gouvernements précédents.

Ainsi, Macron met 1 milliard sur la table pour le quinquennat (200 millions

par an).

Les présidents d'université demandent 5 milliards (soit 1 milliard par an).

Les syndicats de personnels et d'étudiants demandent 10 milliards (soit 2 milliards par an).

Les besoins sont en effet criants dans tous les domaines !

Mais qui décide ? Qui a raison ? Qui détient les pouvoirs ?

**Là encore, une belle bataille d'avenir à mener.**

**A Toulouse** en décembre, la mobilisation des étudiant.e.s et personnels a permis de faire reculer temporairement un projet de fusion de l'UT2J (Université Toulouse 2 Jean Jaurès).

**A Clermont-Ferrand** la semaine dernière, les lycéens et étudiants ont pu empêcher l'adoption d'une procédure draconienne de sélection par l'Université Clermont Auvergne.

Je félicite les étudiants, les organisations de Jeunesse, dont la Jeunesse Communiste de France et l'UEC qui sont de ce combat.

Vous n'avez pas attendu Macron pour penser réellement à ce que vous pouvez pour la France, tous les matins.

\*

**Faire le choix, pour 2018 et l'avenir du progrès social pour toutes et tous, c'est aussi mener le combat résolu pour l'égalité Hommes / Femmes.**

Je veux d'abord saluer le combat courageux des femmes qui libèrent leur parole pour l'égalité et contre les violences sexistes !

**C'est un combat que nous menons ensemble !**

**Ce combat pour l'égalité Hommes / Femmes est à mener ici, comme dans tous les pays** et je pense notamment à la Pologne où le gouvernement veut limiter encore le droit à l'avortement déjà sérieusement mis en cause.

Mais quand le Président de la République française déclare gravement l'égalité Hommes / Femmes « grande cause nationale », on ne nous fera pas prendre les vessies pour des lanternes !

**Nous jugeons aux actes et les actes sont clairs.**

Je ne peux ici entrer dans le détail mais si la loi travail XXL est défavorable à tous, elle l'est particulièrement pour les femmes, puisqu'elle raye de la carte l'ensemble des outils mis en place depuis les années 80 pour agir sur les inégalités Femmes / Hommes au travail !

Certes, Marlène Shiappa promet dans quelques mois une loi très dure pour sanctionner les entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale, en lien avec la ministre du travail.

**Comment se fait-il dès lors que les amendements que notre Groupe a porté au Sénat pour durcir les sanctions aux entreprises en cas de non-respect de la loi, ou ceux pour limiter le recours aux temps partiels, ont été rejetés dans la loi travail de Pénicaud comme dans le PLFSS ?**

\*

**Enfin, faire le choix du progrès social est aussi un choix de civilisation dont l'enjeu, je l'affirme solennellement, est la survie de l'Humanité .**

La recherche effrénée du profit immédiat couplée à une régulation d'un marché sous domination des puissants nous mène à une triple catastrophe : sociale, écologique et démocratique.

**Depuis la fin du monde bipolaire, tous les trafics explosent** : armes, drogues, êtres humains, animaux, blanchiment d'argent sale ou pillage de la propriété intellectuelle.

Ces trafics sont devenus des marchés de plus en plus lucratifs.

**Le seul blanchiment de l'argent sale, représente selon l'ONU au moins 5 % du PIB mondial.**

Les organes humains, les animaux et plantes rares, le commerce de déchets dangereux, la prolifération nucléaire, les contrefaçons de médicaments ou la piraterie informatique viennent s'ajouter au commerce des armes et au trafic de drogue.

**L'esclavage et le travail des enfants rapportent des dizaines de milliards.**

**Et ces trafics odieux ne sont pas les seuls « trous noirs » de l'économie mondialisée.**

Les richesses produites par le travail des peuples sont captées et s'accumulent chez les ultra-riches. Elles échappent, via les paradis fiscaux, aux budgets nationaux de solidarité et d'éducation.

Le pillage des ressources naturelles des énergies fossiles nourrissent les guerres.

L'humiliation des peuples, le « deux poids - deux mesures » et la loi du plus fort, les dérégulations du travail et des services publics alimentent les colères, les entrepreneurs de violences, le « chacun pour soi », la guerre de tous contre tous, les nationalismes et tous les replis identitaires.

Nous sous-estimons encore l'ampleur gigantesque de tous ces gâchis. Gâchis est d'ailleurs un terme trop faible pour exprimer ce qui se passe dans le monde.

L'Europe n'est pas à l'abri : la City de Londres reste par exemple, l'une des plaques tournantes du blanchiment de l'argent sale.

J'ai employé l'image du « trou noir ». Elle me paraît juste.

En physique les trous noirs sont des endroits de l'univers qui absorbent toute la matière qui les entoure et où les lois traditionnelles de la physique ne s'appliquent pas.

Ce dont je parle ici s'y apparente.

Les revenus générés par tous ces trafics, par tout le travail et l'intelligence des humains sont absorbés par les mafieux et les ultra-riches.

Le fonctionnement de la finance mondiale, les paradis fiscaux, permettent que l'essentiel échappe aux lois traditionnelles de la société.

L'autorité politique ne s'applique pas à eux. Ils s'en servent et la dominent.

\*

L'économie dirige le monde et elle est régit par des prédateurs.

**S'attaquer à ce système d'exploitation et au pillage de la nature, construire l'humanité de demain, devient une urgence.**

Le discours rétrograde et répressif tenu à nouveau par le Ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, sur les migrants est à l'opposé de ce que l'on est en droit d'attendre de la France.

Le double langage gouvernemental est insupportable.

**D'une part**, il est primordial que le droit d'asile soit pleinement respecté pour toutes les populations victimes de guerres et de persécutions, comme l'exige le droit international et comme le demande à juste titre le Directeur de l'OFPRA.

**D'autre part**, il est urgent que la France prenne la mesure de ses responsabilités en matière d'accueil et de migration.

Le tri que veut imposer le gouvernement, les bénéficiaires de l'asile et rien que ceux-là, tous les autres devant être expulsés, n'a aucun sens.

Notre pays a toujours accueilli les migrants et s'en est enrichi.

Non seulement, ce n'est pas aux Associations qui gèrent le premier accueil, comme à la Porte de la Chapelle, de procéder à ce tri, et nous soutenons avec force leur demande de retrait de la circulaire du 12 décembre, mais la France doit engager une politique d'accueil allant au-delà des seuls bénéficiaires potentiels de l'asile.

C'est notre responsabilité internationale.  
C'est notre intérêt.

Le Parti communiste a entrepris l'élaboration d'un projet de loi sur ce que pourrait être une politique de migration de la France généreuse, à la hauteur de ses traditions et de ses valeurs.

Toutes celles et ceux parmi vous qui souhaitent y contribuer seront les bienvenus.

\*

A l'heure où Donald Trump affiche son mépris à l'égard des peuples du monde, la France se doit de porter une autre ambition que la défense de ses seuls intérêts ou pire, le repli nationaliste ou xénophobe.

Aux Etats-Unis même, la vision de Trump est fortement contestée.

Mais à l'inverse, le marché mondialisé ne peut tenir lieu de projet politique et démocratique pour l'Humanité.

Or, si Emmanuel Macron semble décidé à jouer un rôle international accru, c'est semble-t-il pour endosser le costume d'un leader moderne du monde occidental, surtout préoccupé de se tailler sa place à la table du marché.

Ce n'est pas la France.

Les droits humains, les droits des peuples ne peuvent être une monnaie d'échange à la table des puissants.

Les droits des migrants, les droits du peuple kurde, les droits du peuple palestinien ne sont pas à négocier.

La France se grandirait en reconnaissant au plus vite l'État de Palestine.

**Cette ambition, nous devons la porter en Europe pour reconstruire une union de peuples souverains, solidaires et associés, loin de la caricature ultra-libérale qu'est devenue l'Union Européenne.**

\*

**Le pouvoir de l'argent, qui s'abrite dans les paradis fiscaux, dans les sièges des multinationales, dans les coulisses de Bruxelles, nous voulons aller le chercher pour le mettre au service du progrès social en France et en Europe.**

Emmanuel Macron veut relancer le projet libéral européen, aujourd'hui en crise profonde, voire en voie de dislocation.

Dans cette crise, la montée des extrêmes droites et des populismes réactionnaires menacent la possibilité de poussées transformatrices progressistes.

Le Forum européen que nous avons tenu en novembre dernier à Marseille a montré, à l'opposé, les possibilités de convergence progressiste pour une toute autre Europe, celle des peuples.

Un énorme travail pour les concrétiser, les rendre pérennes et solides reste cependant à produire.

**Nous voulons préparer l'élection européenne de 2019 avec cette ambition.**

Nous venons donc d'écrire à toutes les forces susceptibles de travailler avec nous à une telle perspective, pour échanger sur cette échéance électorale cruciale.

Notre Conseil national, réuni fin mars, prendra d'importantes décisions à ce sujet.

**Chers amis, chers camarades,**

Vous le voyez, le Parti communiste va préparer le Congrès extraordinaire qu'il tiendra fin novembre 2018, dans l'action, plein de combativité et avec la volonté de réinventer le Parti communiste et la gauche dont notre peuple a besoin pour construire un nouvel avenir d'émancipation humaine.

J'espère que vous serez nombreux avec nous le 3 février prochain pour les États Généraux du progrès social, et dans toutes les étapes de la construction de notre nouveau projet au cours de l'année 2018.

Et vous me permettrez de conclure par cette suite du discours du Gwymplaine aux lords anglais :

*« Je suis celui qui vient des profondeurs. Mylords, vous êtes les grands et les riches. C'est périlleux. Vous profitez de la nuit.*

*Mais prenez garde, il y a une grande puissance, l'aurore. L'aube ne peut être vaincue. Elle arrivera. Elle arrive. Elle a en elle le jet du jour irrésistible.*

*Et qui empêchera cette fronde de jeter le soleil dans le ciel ? Le soleil, c'est le droit. Vous, vous êtes le privilège ».*

Ensemble, jetons le soleil dans le ciel.

Je vous remercie.

\* \* \*